



2011
Première édition
des Universités Internationales des Territoires Responsables
UNITER_RES – 25, 26, 27 mai, CETIA/UTM, Foix.

Co-organisation : TER_RES et CETIA/UTM



*Des lieux et des liens en partage :
un apport international
pour comprendre et construire
l'approche territoriale du développement*



UNE MANIFESTATION CONCOURANT À 2011 ANNÉE DES PYRÉNÉES

EN PARTENARIAT AVEC :

Par ordre alphabétique :

Association des Agences de Démocratie locale (ALDA)
Association des Populations et Montagnes du Monde (APMM)
BEIRA. Conseil Formation Promotion
Centre d'Information, de Documentation, d'Etude et de Formation des Elus (CIDEFE)
Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD)
Comité des Régions
Commission Européenne
Communauté de Travail des Pyrénées (CTP)
Conseil Général de l'Ariège
Conseil Régional Midi-Pyrénées
DATAR

Forum Global Local
Institut Français Arthur Rimbaud (IFAR) Djibouti
Interstices
Le Cercle de Gindou
Librairie des Territoires
Mediart 360
Ministère des Affaires Etrangères et Européennes
Parc Naturel Régional des Pyrénées Ariégeoises
Pays des Portes de Gascogne
Pays Vichy-Auvergne
Plateforme ACP-LGP
Syndicat mixte du PNR Ariège
Syndicat National des Accompagnateurs en Montagne (SNAM)



APERCU GÉNÉRAL

Jour 1

Le changement climatique, « porte d'entrée » de l'approche territoriale du développement

Avec notamment : Parc Naturel Régional (PNR) des Pyrénées Ariégeoises, Conseil Général des Hautes Pyrénées, Chambre d'Agriculture de l'Ariège, Communauté de Travail des Pyrénées (CTP), Association des Populations des Montagnes du Monde (APMM).

1. Le particularisme montagnard - Une vision internationale, des Pyrénées aux montagnes du monde.
2. La spécificité montagnarde v/s l'approche territoriale du développement - Atout, handicap ou opportunité ?

Jour 2

L'approche territoriale du développement : des registres de progrès

Avec notamment : Forum Global Local (FGL), Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement (CCFD), Plateforme des Collectivités Locales des pays Afrique Caraïbes Pacifique (ACP-LPG), Association des Populations des Montagnes du Monde et des enseignants chercheurs et des responsables institutionnels ou économiques : Toulouse II, Revue Espace, Université de Pau et Pays de l'Adour.

2 séries d'ateliers en parallèle.

Les fondations

1. Les relations de confiance - Djibouti - Les conditions amont pour que chacun puisse prendre conscience de sa responsabilité dans un problème commun et dans sa solution.
2. La démocratie d'action - Mali - La démocratie participative, implicative, élaborative et éducative.
3. Le temps long - Sénégal - La durée, « brique de base » d'une capacitation sociale indispensable à la maîtrise locale d'activités économiques globales.

Les ressources

1. La gouvernance territoriale - Roumanie et France - Les articulations entre échelles, niveaux et catégories d'acteurs.
2. Le partenariat territorial - Serbie et Italie - Les Agences de Démocratie Locale, un instrument de médiation pour des partenariats multi-acteurs favorisant la bonne gouvernance à l'échelle territoriale en Europe.
3. La capacitation – Equateur et France - Les compétences les outils pour rendre les potentialités opérationnelles, élever la productivité, accroître les connaissances appliquées et finalement renforcer les réponses des acteurs eux-mêmes.

Jour 3

L'approche territoriale du développement : de nouvelles raisons de coopérer

Avec notamment : Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable, cabinet Interstices, Commission Européenne et Comité des Régions, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Communauté de Travail des Pyrénées, Association des Agences de Démocratie Locales dans les Balkans, Global Local Forum (Groupe de Dakar), Fondation Territoires de Demain.

1. La co-opération multiforme du « faire ensemble » : décentralisée, transfrontalière, internationale.
2. Le projet outillé TER_RES : l'approche systémique, une démarche inévitable pour prendre en compte la spécificité territoriale et espérer orienter les processus de développement.
3. Se mettre en mouvement : pour reconnaître et faire reconnaître la qualité et la responsabilité territoriales.

LE CONTEXTE

L'approche territoriale du développement est une démarche collective intégrée qui recherche l'efficacité des dispositifs publics, économiques et sociaux à travers une cohérence renforcée, une ré-articulation des actions et le maximum d'effets leviers. Elle est d'actualité par sa capacité potentielle à produire des réponses prospectives et correctrices aux enjeux des mutations profondes et en cascade qui touchent les populations. L'association TER_RES, Territoires Responsables, est née de la conviction que cette approche, validée par l'expérience de ses membres fondateurs, est très prometteuse. Les UNITER_RES, universités internationales des territoires responsables, sont un des chantiers de l'association, qui se met au service de l'idée et de ses applications pratiques. La première édition de ces rencontres est accueillie en Midi-Pyrénées.

Les territoires pyrénéens, comme ailleurs, sont des systèmes de relations sociales et économiques qui se fondent sur des cultures, des identités et des patrimoines à fortes spécificités. Ces spécificités sont à la fois des atouts, par différenciation, mais aussi des obstacles aux besoins d'ouverture, de liens, d'apprentissage, d'échange, de travail, de coopération, de « faire ensemble » et de « faire avec ». Cet espace, à cheval sur trois entités nationales (Espagne, France, Andorre) ayant tissé des liens historiques entre vallées, mobilisé aujourd'hui autour de l'approche transfrontalière et disposant d'un outil politique fédérateur, la Communauté de Travail des Pyrénées, est un lieu d'accueil idéal pour échanger sur l'approche territoriale du développement. Il ne peut que bénéficier des savoir-faire internationaux en la matière, notamment dans la perspective cadre des prochaines politiques de massif.

LES ENJEUX

Au plan pyrénéen, il s'agit de préparer la période 2014-2020 en donnant au massif la base d'outils méthodologiques et pratiques pour l'écriture prospective de la prochaine convention interrégionale de massif sur différents sujets économiques, sociaux et environnementaux dans une réponse nationale mais aussi transfrontalière. Ce faisant, des questions aussi diverses, mais connectées, que la qualité et la pertinence du tourisme et des services, de la base productive, de l'organisation territoriale, de la gouvernance, des effets transfrontaliers et de l'ouverture aux autres territoires européennes et mondiaux, seront traitées.

Au plan régional, Midi-Pyrénées a l'occasion de prendre date et de se positionner dans le mouvement national et international sur le thème de l'approche territoriale du développement. De cette façon, elle a la possibilité de mettre en valeur certaines de ses réalisations pour éventuellement développer une politique d'appui aux initiatives en la matière, initiatives à haute intensité de pertinence, de valeur ajoutée locale et de mobilisation car favorisant la recherche, l'expression et l'implication des « acteurs ».

Ceci rejoint le niveau national et international, avec le renforcement du mouvement en faveur d'une coopération décentralisée plus active, plus efficace, mettant les Autorités Locales et Régionales en position de bonne gouvernance publique mais aussi d'ensembliser, de catalyseur, de défricheur et de révélateur des talents intrinsèques des territoires en partenariats de coopération. Cette logique de renforcement, d'ouverture et de multi-acteurs est la marge de progrès que les partenaires de coopération décentralisée peuvent investir pour passer d'une logique de tête-à-tête entre deux ARL à une logique d'échanges et de partenariats multiples, synergiques, mais coordonnés grâce au levier judicieusement actionné des politiques publiques.

- *Comment initier et développer des démarches de développement territorial qui visent un ancrage durable et ciblent autant la qualité des filières que les passerelles et les synergies entre elles et avec les grandes transversalités (environnement, culture, formation et éducation, équité homme-femme, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté et pour l'emploi etc.) ?*
- *Comment faire pour concevoir, appliquer, une politique plus relationnelle, plus systémique, plus articulée, plus différenciée, qui s'appuie sur le capital socio-culturel des territoires en mobilisant les acteurs et, surtout, faisant éclore les initiatives ?*
- *Comment consolider ces initiatives, par l'échange, le transfert et le renforcement des compétences pour attendre les niveaux de viabilité entre soi et autour de soi, des personnes aux territoires, de territoires à territoires et des territoires aux échelles de gouvernance multi-niveaux ?*

LE CONCEPT « UNITER_RES »

Une Université Internationale des Territoires (UNITER_RES) n'est pas un événement isolé sans suite. C'est un des éléments d'un processus plus global, une étape dans une démarche. Un moment de partage, de prise de recul et de valorisation qui fait sortir les projets vertueux de la clandestinité, accrédite et vulgarise les bonnes pratiques et mobilise les partenaires locaux et extérieurs pour la réalisation du *plan d'action territorial, son « agenda »*, que chaque territoire aura déterminé collectivement selon les principes des territoires responsables.

UNITER_RES 2011 inaugure une série d'évènements dédiés aux territoires engagés dans la responsabilité territoriale, en lien avec l'outillage de TER_RES et les différents mécanismes de valorisation et d'appui que proposent l'association et ses partenaires : le « Prix » Territoire Responsable avec le Système de Garantie Collective et le mécanisme d'appui multiforme « CO3 Territorial », la production documentaire et la valorisation médiatique.

Un carrefour... de rencontres entre acteurs, responsables, engagés, motivés ou intéressés, de regards, d'expériences et d'avis multiples sur les approches territoriales du développement, de connaissances et de compréhension des problèmes et des solutions possibles pour tout un chacun, de territoires souhaitant être « responsables ».

Une vitrine... de la valeur ajoutée de l'approche territoriale du développement, de pratiques avérées mais aussi de savoir-faire transposables, de la diversité des acteurs, thèmes, politiques et actions, des progrès comme des voies de progrès.

Une convergence... de réflexions, de travail et d'enrichissement à travers la qualité et la diversité des apports, de situations apprenantes, de *brain storming*, de volontés de faire réseau.

Un moment... d'intelligence collective, de co-construction, de cheminements, convergents, de convivialité, de bienveillance, d'écoute et de simplicité, de motivation, inspiration, ré-assurance, encouragement à aller plus loin, de prises de décisions.

Les UNITER_RES sont avant tout des lieux de réflexion, de travail et d'enrichissement à travers la qualité et la diversité des apports. Les contenus sont travaillés en amont et capitalisés en aval. Elles sont à la fois des situations les plus apprenantes possibles, un exercice de réflexion collective et un rassemblement de structures et d'acteurs engagés dans un mouvement d'intérêt pour l'approche territoriale du développement. Elles sont pluri-annuelles, décloisonnées, conviviales et favorisent les échanges. Elles s'inscrivent dans les parcours de co-évaluation que TER_RES propose à ses partenaires et aux parties prenantes du mouvement d'intérêt et du réseau « Pour des territoires responsables ».

LES OBJECTIFS

Découvrir et prendre conscience, analyser, proposer des registres de progrès et avancer

Les Pyrénées - Le programme pyrénéen Transversalis – Poctefa sur la prise en compte du changement climatique dans une perspective de développement touristique facteur de développement durable des Pyrénées est le support de cette journée. La question climatique sera donc le point d'entrée, le point de contact sur le terrain avec la réalité du problème. Elle est connectée, notamment, à la question du tourisme, thème moteur de « 2011 année des Pyrénées ». Quels sont les défis à relever ? Quelle est la place du massif en Europe ? UNITER_RES 2011 est l'occasion de donner au massif des Pyrénées des outils méthodologiques et pratiques à l'écriture prospective de la prochaine politique de massif sur les différents sujets économiques, sociaux et environnementaux dans une réponse nationale mais aussi transfrontalière. Les registres de progrès d'UNITER_RES 2011 en dessinent une large trame.

L'Afrique, l'Amérique Latine, l'Europe - Illustrer, argumenter, outiller la notion d'approche territoriale du développement à travers des exemples de démarches pluri-acteurs et de gouvernance multi-niveaux pour permettre aux acteurs impliqués ou intéressés de se rencontrer et de progresser, mettre en avant un certain nombre de bonnes pratiques (aux « Nord(s) », aux « Sud(s) ») et organiser des regards et avis croisés sur leurs valeurs, leurs portées, les conditions de généralisation et les recommandations à faire en matière de stratégie et de politiques publiques. Ecouter et comprendre ce que les autres font et ont à dire, ici, près de chez nous et là-bas, ailleurs : c'est l'apport majeur du jour 2, qui ouvre largement les échanges sur l'international.

Ensemble - Montrer la valeur ajoutée, les avantages, le potentiel de l'approche territoriale du développement et, de ce fait constituer le terreau pour élargir la base des convaincus, pour *ouvrir à des apparentés, faire venir*, contribuer à une *capitalisation* et un *suivi* inscrits dans la durée, créer un *mouvement d'intérêt* et un *réseau* sur la base du référentiel Qualité et Responsabilité Territoriales (QRT) et de l'enquête sur la Valeur Ajoutée de l'Approche Territoriale du Développement (VAAT) décliné en texte de synthèse appelé *Pour des Territoires Responsables* à la fois charte de valeurs, affirmation publique et élément fédérateur d'acteurs et de structures, sensibiliser les financeurs et intégrer leurs attentes, décider de mettre en chantier, après finalisation, l'outillage de TER_RES au service de démarches territoriales d'échelles différentes représenté par l'élément communicant *Prix Territoire Responsable*.

LES RÉSULTATS

Des réponses passées au crible de l'expérience et du débat...

Comment initier et développer des démarches de développement territorial qui visent un ancrage durable et ciblent autant la qualité des filières que les passerelles et les synergies entre elles et avec les grandes transversalités (environnement, culture, formation/éducation, équité homme/femme, sécurité alimentaire, lutte contre la pauvreté et pour l'emploi etc.) ? comment faire pour concevoir, appliquer une politique plus relationnelle, plus systémique, plus articulée, plus différenciée, qui s'appuie sur le capital socio-culturel des territoires en mobilisant les acteurs et, surtout, faisant éclore les initiatives ? enfin, comment consolider ces initiatives par l'échange, le transfert et le renforcement des compétences pour attendre les niveaux de viabilité entre soi et autour de soi, des personnes aux territoires et des territoires aux échelles de gouvernance multi-niveaux ?

La première université internationale des territoires, UNITER_RES 2011, apportera des éléments de réponse à ces quelques questions. L'intérêt de la trousse à outils stratégiques que produira cet évènement est que ces réponses d'une part seront issues d'expériences internationales sur tous les continents, analysées tant dans les phases de préparation que dans le temps du colloque et durant les suites d'UNITER_RES et, d'autre part, seront partagées, co-construites, et plus appropriables.

... et des actions de longues et fortes portées

DES PUBLICATIONS intégrant des éléments factuels, concrets, détaillés, sur l'intérêt et la valeur ajoutée de l'approche territoriale du développement et des éléments théoriques utiles pour donner de la profondeur, de la perspective et du sens.

UNE APPLICATION, avec un accord de principe pour lancer des expérimentations territoriales nationales et internationales avec des pistes de financement, expérimentations mutualisées et capitalisées sur le plan méthodologique et opérationnel via l'offre TER_RES : Parcours Apprenant, Système de Garantie Collective et projet fédérateur et communiquant d'un Prix Territoires Responsables pour l'écho et la montée en puissance.

UNE AFFIRMATION PUBLIQUE à travers le principe d'un texte fondateur, « Pour des Territoires Responsables », issu des travaux de capitalisation théorique et empirique de TER_RES et l'apport du réseau éponyme.

LA MOBILISATION DE RÉSEAU(X) DE PARTENAIRES AU DÉVELOPPEMENT pour renforcer et étendre aux acteurs socio-professionnels d'une région les volontés et les capacités de coopération et solidarité internationales, au-delà des actions humanitaires ou d'urgence.

DES PERSPECTIVES COMMUNES, par la création d'un réseau international d'acteurs et de projets « Pour des Territoires Responsables » sur la base d'un millier et demi de contacts internationaux, le lancement d'un référentiel « Qualité et Responsabilisation Territoriales » et la mobilisation d'acteurs clés concernés.

LE PROGRAMME

J1- Mercredi 25

Découvrir et prendre conscience

L'APPROCHE TERRITORIALE DU DÉVELOPPEMENT, A TRAVERS LE PRÉTEXTE CLIMATIQUE

« La globalisation des échanges rend certains territoires encore plus vulnérables et plus sensibles aux chocs asymétriques de la croissance. » (CRPM, 2008). C'est le cas des territoires de montagne : divers et uniques, superbes et dangereux, robustes et fragiles, riches spirituellement et pauvres matériellement. A la diversité géographique et biologique s'ajoute la diversité culturelle, sociale, économique et, aussi, gestionnaire et administrative.

Le massif des Pyrénées en témoigne. Mais son histoire, sa géographie et son organisation politique est internationale et transfrontalière. Et, depuis le 11^{ème} siècle, les populations des deux versants, parce que la géographie des vallées orientées nord sud l'a préfiguré, n'ont eu de cesse de collaborer.

C'est une leçon. Assurer aux territoires un avenir meilleur, viable et épanoui impose de dépasser son horizon, d'avoir une vision élargie, co-opérante, dans l'espace et dans le temps : les éco-socio-systèmes, les bassins de production, les espaces de structuration. Les espaces projets sont la bonne échelle. Les processus les vrais enjeux. Et les différentes temporalités – un compte d'exploitation, une mandature, une innovation et une transmission inter-générationnelle – un facteur-clé essentiel.

La logique dite « remontante », l'animation de proximité, le « sur-mesure » sont, en montagne comme ailleurs, des approches et des méthodes efficaces pour caractériser ruptures d'équilibre, dysfonctionnements et incohérences. Elles sont tout aussi efficaces pour identifier et mobiliser des potentiels. Elles sont donc à la source de territoires de projets qui font sens et qui sans doute les plus grandes chances de succès. Les trois milliards de personnes qui dépendent des montagnes pour l'eau potable, l'irrigation, l'industrie et l'électricité ne peuvent qu'être solidaires de cette approche, qu'UNITER_RES fertilisera par son ouverture internationale.

Le programme pyrénéen Transversalis – Poctefa sur la prise en compte du changement climatique dans une perspective de développement touristique facteur de développement durable des Pyrénées est le support de cette journée. La question climatique sera donc le point d'entrée, le point de contact sur le terrain avec la réalité du problème. Elle est connectée, notamment, à la question du tourisme, thème moteur de « 2011 année des Pyrénées ». Quels sont les défis à relever ? Quelle est la place du massif en Europe ? Et quelles sont les perspectives de coopération internationale et d'une ouverture aux acteurs du Sud ?

UNITER_RES 2011 peut et doit être l'occasion de donner au massif des Pyrénées des outils méthodologiques et pratiques à l'écriture prospective de la prochaine politique de massif sur les différents sujets économiques, sociaux et environnementaux dans une réponse nationale mais aussi transfrontalière.

Les registres de progrès d'UNITER_RES 2011 en dessinent une trame.

9h00 • Accueil et inscriptions

Modérateur : **Pierre TORRENTE**, Responsable du site de Foix, Responsable du pôle de valorisation, Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir- CNRS - UMR 5044 (CERTOP)

9h30 • Discours de bienvenue des Autorités Régionales et Locales

Pierre TORRENTE, Université Toulouse II/CETIA, **Charles PUJOS**, Commissaire de massif, **Augustin BONREPAUX**, Président du Conseil Général de l'Ariège.

L'approche territoriale du développement : **Marc CARBALLIDO**, Conseil Régional Midi-Pyrénées et Communauté de Travail des Pyrénées

10h30 • Les acteurs de terrain accueillent les participants et partagent leur vécu

Les acteurs du Plan Climat Territorial du Parc Naturel des Pyrénées Ariégeoises accueillent à la Ferme d'Icart à Montels, ferme du XVIIIe siècle restaurée avec des matériaux traditionnels, intégrant des prouesses technologiques uniques en Midi-Pyrénées.

• **André ROUCH**, président du syndicat mixte du PNR des Pyrénées Ariégeoises : l'approche territoriale du développement et le processus démocratique du Syndicat mixte

• **Luce RAMEIL**, chargée de mission « énergie-climat » au PNR des Pyrénées Ariégeoises : les leçons d'une démarche collective réussie

• **Pierre BOUCHE**, chef d'entreprise : passer d'un intérêt personnel en matière d'économie d'énergie à un intérêt partagé en direction de l'ensemble des entreprises du territoire.

13h00 • Repas-débat à la Ferme d'Icart – Produits de terroir.

15h00 • D'autres acteurs élargissent la vision et définissent une spécificité montagnarde

Sous les auspices de la Communauté de Travail des Pyrénées et de l'Observatoire Pyrénéen du Changement Climatique.

Animateur : **Pierre TORRENTE**, Responsable du site de Foix, Responsable du pôle de valorisation, Centre d'Etude et de Recherche Travail, Organisation, Pouvoir- CNRS - UMR 5044 (CERTOP)

Co-constructeurs : CETIA, Parc Naturel Régional (PNR) des Pyrénées Ariégeoises, Conseil Général des Hautes Pyrénées, Association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées, Association des Populations des Montagnes du Monde (APMM).

Témoignages : LE PARTICULARISME MONTAGNARD, FACTEUR HANDICAPANT OU FACILITANT POUR L'APPROCHE TERRITORIALE DU DEVELOPPEMENT ?

• **Juliane BOISTEL** (Atelier pédagogique Master 2 Tourisme et Développement du CETIA) : les résultats d'une étape du projet Transversalis sur l'interaction changement climatique, tourisme et développement durables.

• **Mathieu CRUEGE**, Directeur du PNR Pyrénées Ariégeoises : la portée et des limites de l'approche territoriale des problèmes liés aux changements climatiques dans des espaces *a priori* sensibles à cette question.

• **Claude MIQUEU**, Vice-Président du Conseil Général des Hautes-Pyrénées : la nécessité d'une approche systémique.

• **Augustin DOUILLET**, chargé de mission à l'Association des Chambres d'Agriculture des Pyrénées : construire une politique de développement économique en partant des acteurs : les politiques pastorales pyrénéennes vues dans le long terme.

• **Pierre GONDARD**, membre fondateur de l'APMM : développement territorial et montagne.

Débat : INVERSER LA LOGIQUE, C'EST A DIRE PASSER DU DESCENDANT AU REMONTANT

Mettre les dispositifs en adéquation avec les territoires de montagne et au service des réalités, besoins, attentes et aspirations des habitants - citoyens, consommateurs, usagers, électeurs etc. en même temps - et non l'inverse, c'est à dire tout conditionner aux procédures. Est-ce que la question du changement climatique suffit à clarifier les risques du non durable et à inverser la logique pour repartir dans le bon sens, c'est à dire de l'humain et des réalités vécues vers un avenir qui ménage, si possible, les marges de manœuvre les plus larges possibles ? Quelles sont les bonnes questions à se poser ? La spécificité montagnarde est-elle un atout, un handicap ou une opportunité pour l'approche territoriale du développement ?

Rapportage : Michel ROUFFET, APMM

18h30 • Verre et dîner de l'amitié et de... la décontraction !

J2- Jeudi 26

Analyser pour définir des registres de progrès

L'APPROCHE TERRITORIALE DU DÉVELOPPEMENT : DE NOUVELLES RAISONS DE RELIER

Cette journée de co-construction porte sur la double question centrale de l'approche territoriale du développement : le déclassement et l'intégration. La première idée, le déclassement, permet de sortir du triptyque différence-classification-hiérarchie pour libérer les espaces nécessaires à l'innovation. Il faut « enlever les étiquettes », déconstruire, autant que possible, sortir des schémas classiques. Ouvrir les portes, ouvrir des voies pour ensuite construire des ponts et pouvoir relier lorsque la logique, le bon sens ou le sens de l'efficacité le demandent.

La deuxième idée, l'intégration, illustre le fait que la compréhension de la complexité des situations implique la compréhension des interdépendances et de tout ce qui va permettre de reconstruire des liens logiques, des relations de sens, des « co-opérations » au sens littéral. On parle aujourd'hui de croissance inclusive, sans toutefois, pour le moment, questionner la nature de cette croissance.

Ces idées sont simples. Mais tout s'y oppose. Le monde moderne occidental est celui de la fragmentation, des segmentations, des fractures, des clivages, du cadastre, des spécialisations, des catégories, des filières, des normes et des procédures. Le nœud du problème est donc celui des frontières. Dedans, dehors, en bas, en haut si l'on se réfère aux territoires.

Comment faire ? On devine qu'il faut instaurer un climat favorable de confiance, qu'il est nécessaire de penser et de travailler collectivement, qu'il faut du temps. Confiance, démocratie et durée. Ces trois mots-clés forment le socle sur lequel construire un autre futur. Ils en sont les fondations.

Aller plus loin signifie qu'une organisation pensée, légitime et efficace, se mette en place, qu'elle accompagne le changement et que chaque famille, chaque personne, ait la possibilité de créer, de s'investir et d'investir dans des activités socio-économiques responsables. Gouvernance territoriale, compagnonnage territorial et capacitation. Ce sont les conditions de viabilité de cet autre futur. Ils en constituent les ressources.

Le jour 2 « Analyser pour définir des registres de progrès » se propose de mettre en exergue et en débats ces 6 registres de progrès importants pour l'approche territoriale du développement, éclairés par des approches exemplaires, représentatives, « apprenantes » pour nous tous. Ecouter et comprendre ce que les autres font et ont à dire, ici, près de chez nous et là-bas, ailleurs. C'est l'apport majeur de cette journée, qui ouvre largement les échanges sur l'international, le grand large. Pour se donner l'occasion de comprendre, d'échanger et de co-construire, deux séries de trois ateliers en parallèle sont prévues :

Série A : les fondations • FR	Série B : les ressources • ES, ENG, FR
Matin	
Atelier A1 : Le temps long <i>Sénégal</i> Le temps long pour installer une économie locale stable et maillée à l'échelle d'un ensemble villageois.	Atelier B1 : La gouvernance territoriale <i>Roumanie et France</i> Les articulations entre échelles, niveaux et catégories d'acteurs.
Après-midi	
Atelier A2 : Les relations de confiance <i>Djibouti</i> Les conditions amont pour que chacun puisse prendre conscience de sa responsabilité dans un problème commun et dans sa solution.	Atelier B2 : Le partenariat territorial <i>Serbie et Italie</i> Les Agences de Démocratie Locale, un instrument de médiation pour des partenariats multi-acteurs favorisant la bonne gouvernance à l'échelle territoriale en Europe.
Atelier A3 : La démocratie d'action <i>Mali</i> La démocratie participative, implicative, élaborative et éducative.	Atelier B3 : La capacitation <i>Equateur</i> Les compétences et les outils pour rendre les potentialités opérationnelles, élever la productivité, accroître les connaissances appliquées et finalement renforcer les réponses des acteurs eux-mêmes.

9h00 • Accueil et mise en route

Modérateur : Jean-Claude Mairal, Président de TER_RES, Conseiller communautaire Vichy Val d'Allier, Président du CIDEFE.

9h30 • Université de Toulouse Le Mirail (UTM), Centre d'Etudes du Tourisme et des Industries de l'Accueil (CETIA)

Présentation du Centre de Valorisation : historique, rôle et positionnement, programmes, perspectives.

Daniel FILÂTRE, Président de l'Université de Toulouse Le Mirail, **Jean-Pierre POULAIN**, Directeur du CETIA, **Pierre TORRENTE**, Responsable du site de Foix.

10h00 • Le projet TER_RES, les UNITER_RES et les règles du jeu

Jean-Claude MAIRAL, Président de TER_RES, Conseiller communautaire Vichy Val d'Allier, Président du CIDEFE.

Alain LAURENT, Délégué général de TER_RES, co-gérant de BEIRA.CFP sarl.

10h45 • Deux séries d'ateliers en parallèle : « les fondations » et « les ressources »

Déroulement des ateliers

Animateurs : les ateliers sont des moments de travail et de co-construction de deux heures animées pour la série 1 par **Laure VEIRIER**, Directrice d'Interstices, spécialiste en management et médiation interculturels, consultante internationale, et, pour la série 2, par **Didier BARDY**, Président du Conseil de Développement du Pays Portes de Gascogne, co-fondateur avec **Catherine MITJANA** de la Librairie-Tartinerie de Sarrant et de la Librairie des Territoires.

Rapporteurs : un différent pour chaque atelier, ils représentent des structures ressources engagées dans l'approche territoriale du développement et des enseignants-chercheurs (voir le programme des ateliers).

Découpage : chaque présentation dure 45 minutes, suivie d'1 heure de travail en commun et de 15 minutes de restitution.

Présentation : pour favoriser la créativité et la pédagogie, le format est laissé à l'appréciation des intervenants. Les présentations sont soignées, illustrées (photos, clips, power point) et, dans l'idéal, à quatre voix, quatre points de vue, 4 vécus :

1. **L'acteur porteur de la démarche :** leader, animateur, responsable du projet, acteur économique, responsable associatif etc.
2. **Un acteur représentant des « bénéficiaires » :** groupes/réseaux sociaux, habitant, usager, population cible etc.
3. **Un responsable institutionnel :** décideur, responsable politique, élu territorial, élu communautaire, responsable administratif, administrateur etc.
4. **Un acteur d'appui important :** local ou extérieur, partenaire de coopération, structure relais, ONG d'appui etc.

+ éventuellement **un responsable technique :** coordonnateur d'un groupe de travail, technicien mandaté, cadre ou fonctionnaire territorial, bureau d'étude etc.

Chaque acteur témoigne et exprime de son vécu et de sa réalité à propos du même projet. La même histoire sous différents angles, tous légitimes. Comment est-il impliqué ? Quelle est sa responsabilité propre ? Où est le collectif, le « faire ensemble » ? Quels sont les résultats, les bénéfices pour lui et pour les autres ? Quelle est la valeur ajoutée de l'action, de la démarche, et pourquoi ? Comment mieux faire ou faire plus ? (= recommandations, préconisations) : des questions à poser.

Capitalisation : les présentations et les travaux d'ateliers abordent obligatoirement les 4 points clés suivants :

1. **Les valeurs ajoutées** (de toute nature) : ce qui est jugé positif, utile, constructif, acquis etc., la valeur ajoutée par rapport à la situation de départ qui a été à l'origine de la démarche. Il y a donc un constat, une analyse initiale. Ce point de départ doit être décrit notamment dans ses aspects de freins, blocages et problèmes.
2. **La portée :** ce qui a été résolu, réglé, amélioré, ce qui est en positif. En quoi est-ce une valeur ajoutée ?
3. **Les conditions de généralisation :** ce qu'il faut faire pour étendre, dupliquer, passer au courant principal et pour que cette valeur ajoutée se réalise, à moindre coût (tous les coûts : financiers, transactions, médiation etc.)
4. **Les recommandations :** les éléments de stratégie et de politiques pour que l'approche territoriale du développement devienne un outil de gouvernance.

10h45 • SERIE A : les fondations

A1 • LE TEMPS LONG – Sénégal (Région de Thiès), France (Région Midi-Pyrénées)

Le temps long pour installer une économie locale stable et maillée à l'échelle d'un ensemble villageois.

L'exemple de Keur Samba Yacine et des communautés villageoises alentour dans la région de Thiès, Sénégal.

Co-constructeurs : Agence Régionale de Développement de Thiès, Association des Jeunes et Groupement des Femmes de Keur Samba Yacine et Conseil Régional Midi-Pyrénées.

Intervenants : Chérif DIAGNE, Président de l'Agence Régionale de Développement de Thiès, Gora DIENE président de l'association des jeunes Diamono.

Cherif DIAGNE a mené depuis 1999, au titre de Directeur de l'Agence Régionale de Développement de Thiès, une mission générale d'appui-conseil au 51 collectivités locales de la région sur tous les aspects de développement socio-économique, gestionnaires et institutionnels.

Gora DIENE est jeune diplômé en Analyse et politique économiques.

Rapporteur : Sylvie LÉVEILLÉ (le Cercle de Gindou)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Laurence BARNÈCHE-MIQUEU (LISST UMR 5193, IUT de Tarbes)

Dynamiser le développement local, au Sénégal, est une démarche que l'on peut qualifier de sinusoïdale faite de tests, essais, bilans rapides, rectifications, sélections et mises en œuvre de variantes construites de façon consensuelle et portée par les groupes leader. C'est une démarche pédagogique rendue nécessaire par la complexité peu apparente mais réelle et souvent tenace, de la réalité sociale en milieu rural en général, qui renvoie à des représentations étrangères aux dynamiques à caractère communautaire.

Le projet de tourisme solidaire du village de Keur Samba Yacine ainsi que les villages associés (Beity Dakhar, Beity Bakar, Mbenguène, Gaouth, Thilane Dior, Thilane Tanghor, Khaye Dagga, Dagga, Keur Pathé Khéwé) illustre ce schéma. Plus largement, la plupart des initiatives à cette échelle ont enregistré à un moment ou à un autre des difficultés, voire des échecs, du fait d'une difficulté à s'inscrire dans la durée et à prendre le temps des étapes indispensables des trajectoires « sinusoïdales » de nombreux contextes ruraux au Sénégal. Une lecture historique des événements illustre le propos.

- La période 1975-1981 a vu la naissance d'une nouvelle conscience de l'auto-entreprise à partir du projet de construction d'une boutique communautaire fonctionnant à partir de cotisations. On a pu, à cette époque, passer du groupe d'amis à un collectif organisé, unifié dans par une action co-portée, pertinente et utile à la communauté.
- La période 1982-2001 a été caractérisée par l'émergence du mouvement des femmes pour le développement communautaire. Très clairement, l'ampleur et la qualité de la mobilisation ont été directement liées aux moyens et aux activités réalisables (séminaire en batik, moulin à céréales, garderie d'enfants etc.) et aux délais, parfois jugés trop importants, entre les intentions et les réalisations.
- La période 2003-2011 a vu s'installer un compagnonnage avec l'association « Palabres Sans Frontières » appuyé par le Conseil Régional Midi-Pyrénées. La logique était de substituer à la lenteur administrative la réactivité et la souplesse des mécanismes de tourisme solidaire pour la mise en place d'un centre de santé communautaire de premier niveau. Cette action d'ouverture à des visiteurs étrangers, délicate mais enrichissante à tous points de vue, a unifié les mouvements masculins et féminins initiaux et enclenché une diversification d'activités : déclinaison de l'offre touristique de chaque village, échange interculturel, recettes directes pour les familles, épargne pour le village à travers les résultats réalisés par le comité de gestion, festivals artistiques (Festiparoles) etc.

Ce long processus, au Sénégal, est pourvoyeur d'enseignements de portée plus générale et pour les différentes catégories d'acteurs impliqués.

13h00 • Repas

14h30 • SERIE A : les fondations (suite)

A2 • LES RELATIONS DE CONFIANCE – Djibouti (Région de Tadjoura et région péri-urbaine de Djibouti-ville)

Les conditions de la prise de conscience, par chacun, de sa responsabilité dans un problème commun et dans sa solution.

Co-constructeurs : EVA (Ecologie du Village Association), DECAN (Découvrir et Aider la nature)

Intervenants : Ahmed MOHAMED ALI, Président de l'association EVA, Bertrand LAFRANCE, Président de l'association DECAN.

Rapporteur : Sylvain ROPITAL (Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Denis Payan (à confirmer)

A Djibouti, l'exploitation des ressources naturelles (eau, bois, pâturages) et l'attitude générale des populations rurales face à la désertification ont évolué au fil du temps grâce aux efforts de l'association EVA, confortée par l'approche systémique de TER_RES et de ses réflexions et actions antérieures à sa création, toujours à Djibouti. Aujourd'hui, différentes actions de protection et de régénération des végétaux, de restauration des sols et d'agropastoralisme (le programme PICODE, Programme Intégré de Conservation pour le Développement) concrétisent cette approche. Le processus initié avec les

populations locales, légitimé et préparé par la proximité et le positionnement social d'EVA pendant plus de 15 ans a permis une prise de conscience majeure : la désertification est un processus où chacun, finalement, a une responsabilité. De cette conviction découlent l'évidence d'une responsabilité individuelle et collective, de nouvelles valeurs, de nouvelles attitudes des personnes, de nouvelles relations et organisations (coopérations, partenariats etc.) et un mode de vie rural profondément remis en question par la diversification des activités, l'émergence sociale des femmes, un détachement vis à vis des pratiques ancestrales d'élevage.

Ce changement se traduit par deux évolutions importantes. D'une part celle du capital social structurel du territoire (par exemple l'organisation de la société civile d'un côté et le fonctionnement administratif et gouvernemental de l'autre) et d'autre part celle du capital social culturel (valeurs, normes, attitudes, croyances etc. d'une part, lois, règlements, pratiques démocratiques etc. d'autre part). C'est donc un processus nouveau, intentionnel, qui débute. Les conditions d'émergence de ce processus, la conception du projet territorial et les modes d'implication de la population et des partenaires sont les éléments forts de cet atelier.

16h30 • SERIE A : les fondations (fin)

A3 • LA DÉMOCRATIE D'ACTION – Mali (Région de Sikasso)

La démocratie participative, implicative, élaborative, évaluative et éducative

Co-constructeurs : Mairie de Koutiala, ONG Médecins de l'Espoir/Santé pour la Communauté

Intervenants : Oumar MARIKO, Vice-président de l'Assemblée Nationale, Kadiatou TRAORÉ, Conseillère municipale à Koutiala, Djeneba CISSÉ, responsable de la dynamique communautaire au sein de l'ONG « Médecins de l'Espoir/Santé pour la Communauté » MEDES/SAPCOM

Rapporteur : Lala Elisa RAFAMATANATSOA (ACPLPG)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Laurence BARTHE (UMR Dynamiques Rurales, Université de Toulouse-Le Mirail)

Le terme démocratie d'action fait référence aux différentes formes de participation des citoyens, habitants, acteurs etc. dans le cadre d'approches territoriales des questions de développement. La participation est un sujet rebattu alors que dans la pratique elle n'est le plus souvent qu'un simulacre car, pour beaucoup de responsables, notamment les élus, elle est perçue comme un risque, voire une menace. La participation démocratique est multiforme mais, dans l'idéal, elle doit aller au delà de la simple consultation.

Car, par ses modalités de dialogue et de convergences de trajectoires individuelles, elle est aussi apprenante (sur soi et sur les autres), révélatrice des possibilités d'économies locales, génératrice d'évolution sociétale (la question du sens partagé, du sentiment d'appartenance, d'être pris en compte etc.) et « brique de base », selon le mot de Pierre Calame, de l'existence de territoires décentralisés reconnus. Elle est aussi émancipatrice, car les ferments de l'innovation sociale et économique sont bien présents, partout, en signaux « faibles » ou « forts ». Par exemple, en Afrique, la plasticité et la réactivité du secteur informel, la qualité et l'importance des relations inter-individuelles et sociales, les formes multiples de solidarité, le non-conformisme et l'inventivité (la « débrouille »), etc., ne demandent qu'à s'épanouir et mis au service d'un développement plus endogène, notamment à partir de la jeunesse. La question démocratique est donc centrale.

Sans être une garantie de bonne fin, la démocratie d'action, implicative, augmente très significativement la pertinence, la solidité, l'appropriation des phases de maturation, d'action et co-portage, par le système d'acteurs, de politiques et projets qui répondent aux besoins immédiats des citoyens tout en construisant d'autres références sociales, culturelles et économiques pour chacun. A titre d'exemple, au Mali, en matière de spéculation foncière, souveraineté alimentaire, crise scolaire et, généralement, de questions de développement, la mairie de Koutiala est très active.

Quelles sont les formes de la démocratie d'action qui mettent le citoyen en position s'impliquer, d'élaborer et d'évaluer le projet collectif auquel il participe ? et quelle éducation, au sens de l'éducation populaire, en retire-t-il ?

18h00 • fin

B1 • LA GOUVERNANCE TERRITORIALE – Roumanie (Département de Cluj), France (Région Auvergne)
Les articulations entre échelles, niveaux et catégories d'acteurs.

Co-constructeurs : Pays Vichy-Auvergne, Commune de Belis, (Huedin, département de Cluj, Roumanie) et Commune de Saint Bonnet de Rochefort (Allier)

Intervenants : Viorel CRAINIC, Maire de Belis et Vice-Président de la micro-région de Huedin (Cluj, Roumanie), Mme Anne-Marie DEFAY, Mairesse de Saint-Bonnet de Rochefort et Florentin GEORGESCU, chargé de mission au Pays Vichy-Auvergne.

Rapporteur : Pierre POUGNAUD (Forum Global Local)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Jacinthe BESSIÈRE (CERTOP, UMR 5044, Université de Toulouse-Le Mirail)

La coopération transnationale entre la micro région de Huedin (située dans le département de Cluj en Transylvanie, Roumanie) et le pays Vichy Auvergne se concrétise dans le cadre d'un programme Européen Leader 2007/2013 par un projet intitulé « Bien être et santé (fruits rouges et plantes médicinales) ». Le département de Cluj dont fait partie la micro région de Huedin a par ailleurs une coopération avec le département de l'Allier.

Le projet vise à réaliser en commun par les deux territoires une étude sur la myrtille, ressource abondante à Huedin et plus particulièrement dans la commune de Belis, et à y installer, en 2013, un atelier de première transformation.

L'intérêt est partagé : le projet est créateur d'emplois à Belis alors qu'actuellement les Allemands et les Italiens achètent la production locale pour la transformer dans leurs pays. Pour l'Auvergne, l'atelier de transformation sera « un pôle de sourcing en myrtille » pour les entreprises du Naturopôle nutrition santé (mini cluster de groupement d'entreprises et laboratoire mais aussi pôle d'excellence rurale) situé à Saint-Bonnet de Rochefort et par d'autres entreprises du périmètre du pays Vichy-Auvergne.

L'étude initiale, qui a permis d'identifier les variétés de myrtille de qualité égale ou supérieure à la canneberge (*cranberry*) américaine, a mobilisé conjointement des chercheurs et universitaires de « Agro Veto Sup » en Auvergne et de l'université de Cluj et, depuis, en 2009, la commune de Saint Bonnet de Rochefort est jumelée avec celle de Belis.

Les partenaires sont des collectivités françaises (Commune de St-Bonnet de Rochefort, Conseil général de l'Allier, Pays Vichy Auvergne, Conseil Régional d'Auvergne) et roumaines (commune de Belis, micro région de Huedin, département de Cluj), des acteurs universitaires (Agro Veto Sup, université d'Auvergne et université de Cluj), des acteurs économiques (Naturopôle, agence régionale de développement économique, agence économique Vichy Val d'Allier développement, Nutravita - groupement alimentation santé Auvergne des entreprises et laboratoires de recherche de la filière -) et les producteurs de myrtille de la région de Huedin.

Outre son intérêt indéniable pour les deux territoires, ce projet permet de valider le développement de coopérations décentralisées et transnationales avec les pays émergents auprès des populations et des élus et de battre en brèche la peur des délocalisations. Le projet prouve que cette coopération est source de dynamisation et d'effets mobilisateurs en cascade dans les territoires lorsque le principe de l'intérêt réciproque fonde la démarche.

13h00 • Repas

14h30 • SERIE B : les ressources (suite)

B2 • LE PARTENARIAT TERRITORIAL – Serbie centrale et orientale.

Les Agences de Démocratie Locale, un instrument de médiation pour des partenariats multi-acteurs favorisant la bonne gouvernance à l'échelle territoriale en Europe. L'exemple de l'ADL de Serbie centrale et orientale.

Co-constructeurs : ALDA (Association des Agences de Démocratie Locale), ADL CSS (Serbie) et ville de Trento (Italie)

Intervenants : Sasa MARINKOV (Délégué général de l'ADL CSS, Nis, Serbie), Llija PETRONIJEVIC (charge de projets à Kraljevo, Serbie), Luca LIETTI (ville de Trento, Italie), Alfonso ALIBERTI (Chargé de mission Développement des ADL) et Dimitra GOULERMA (ALDA)

Rapporteur : Michel ROUFFET (Association des Populations des Montagnes du Monde)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Vincent VLES (SET UMR 5603, Université de Tarbes et des Pays de l'Adour)

Les valeurs fortes du partenariat international multilatéral peuvent se baser sur l'engagement commun de partenaires internationaux dans le cadre d'une action de coopération décentralisée, l'équité, le goût de l'effort pour le bien commun.

Le partage des compétences techniques et relationnelles sont un élément fondamental pour approfondir les mécanismes et les dynamiques du développement local. Cette méthodologie – partagée par l'ensemble d'un territoire (acteurs institutionnels et société civile) qui comprennent et travaillent ensemble sur la résolution de problèmes concrets à moyen et long terme semble souvent une méthodologie d'apprentissage des compétences voué au succès.

Le partage permet d'expliquer – avant tout à soit même – la problématique, identifiant les contextes objectifs et ensuite subjectifs qui définissent les données de départ. En expliquant « à l'autre », il est possible de comprendre la dynamique

sociale et économique de son propre problème. L'ouverture d'esprit que permet cette méthodologie et l'engagement à long terme sont un gage de durabilité et de succès.

La méthode appliquée au processus de prise de décision partagée entre institutions locales et société civile, donc la citoyenneté active, est un élément phare du développement et de la stabilisation démocratique.

Le projet territorial repose sur les mêmes fondamentaux mais la pluralité des acteurs et des logiques impose de renforcer l'aspect organisationnel de ces méthodes d'approche partagée. C'est un rôle, une fonction et une organisation qu'il faut établir pour que des sujets tels que la gouvernance locale, les droits humains, le dialogue interethnique, le développement économique local et le renforcement du rôle de la société civile dans les processus de décision soient durablement au cœur de la gouvernance territoriale.

ALDA développe un modèle prometteur, les Agences de Démocratie Locale.

16h30

16h30 • SERIE 2 : les ressources (fin)

B3 • LA CAPACITATION - Equateur

Les compétences et les outils pour rendre les potentialités opérationnelles, élever la productivité, accroître les connaissances appliquées et finalement renforcer les réponses des acteurs eux-mêmes.

Co-constructeur : Centre Équatorien de Développement et d'Études Alternatives (CEDEAL) et META

Intervenants : Patricia GALVES, directrice du CEDEAL, Romain VIVENT (META)

Rapporteur : Billy FERNANDEZ (Syndicat National des Accompagnateurs en Montagne)

Le point de vue des enseignants-chercheurs : Sébastien RAYSSAC (CERTOP, UMR 5044, Université de Toulouse-Le Mirail)

Une large diffusion du progrès technique, de l'innovation technologique, des connaissances appliquées et de la connaissance en général, l'éducation formelle, l'éducation complémentaire et l'éducation à la citoyenneté et aux droits, etc. élèvent la productivité du travail. Les actions de transferts de capacités aux populations pour acquérir des éléments de compétitivité concrétisent, pratiquement, la stimulation puis le renforcement des compétences.

Les caisses solidaires sont un des outils privilégiés par CEDEAL pour donner les moyens aux populations, et parmi elles les femmes, de développer des activités productives de subsistance et génératrices de revenus. Ainsi, par l'approche genre et par l'introduction d'un mécanisme de micro-crédit collectif (une forme de tontine), les personnes passent du statut de demandeur ou assisté à celui d'acteur et producteur. Ce passage exige qu'aux potentiels des personnes soient mis en correspondance les potentiels du territoire, ses capitaux physiques et biologiques mais aussi sociaux et culturels.

La vaste question du renforcement des compétences (la « capacitation ») n'est-elle qu'une question de transfert d'outillage ou bien est-ce davantage par une lecture fine des situations de chaque famille, prise dans un ensemble relationnel social et un contexte territorial économique, qu'un accompagnement sur-mesure doit être réalisé.

18h30 • Fin

18h30 • 19h30

EN MARGE DES TRAVAUX COLLECTIFS :

REUNION DE TRAVAIL DES PARTENAIRES TECHNIQUES ET FINANCIERS

La construction du « Prix » Territoires Responsables : l'organisation, le cahier des charges - dont la phase terrain d'évaluation partagée (méthodologie TER_RES), les UNITER_RES et le système de garantie collective (SGC) -, la mobilisation de partenaires, les sources de financement possibles.

GROUPE DE TRAVAIL : LES PISTES POUR UNE DÉMARCHÉ DE TERRITOIRES RESPONSABLES

Par un Groupe de Travail volontaire, synthèse sur les convergences entre toutes les démarches sur la base des rapports d'ateliers : plus-values, conditions de réussite (facteurs favorisant, handicaps et freins à surmonter), voies et moyens d'action.

20h00 • Repas

Activités culturelle et festives

J3- Vendredi 27

Converger et se mettre en mouvement

L'APPROCHE TERRITORIALE DU DÉVELOPPEMENT : DE NOUVELLES RAISONS DE COOPÉRER

Le Jour 3, validera, ou pas, le diagnostic suivant : l'approche territoriale conduit à repenser de fond en comble la question du développement. En effet :

- elle impose de considérer tout facteur comme relié, c'est à dire non seulement considéré dans un contexte, mais dans un système complexe et dynamique d'interdépendance.
- elle impose de traiter cette complexité simplement, c'est à dire par sous-systèmes successifs, chaque sous-système étant composé d'acteurs, de systèmes de représentation et d'action et de cadres d'échanges spécifiques (ex : le groupe local, le niveau des experts et des chercheurs, les décideurs institutionnels, les réseaux d'influence, les politiques macroéconomiques etc.).
- elle impose de débiter la succession de ces sous-système par le système le système d'action local, qui met les habitants et les acteurs moteurs sociaux, économiques et institutionnels dans une situation centrale de co-diagnostic puis de co-construction à partir d'une unité socio-économique qui fait sens : un conseil de développement, une organisation généraliste de proximité (aussi appelé « structure intermédiaire participative »), une caisse d'épargne populaire et de crédit, un système productif localisé, une école ou un centre de santé etc.

Ce faisant, elle questionne les rapports :

- à la sectorisation et aux morcellements de toute nature qui empêchent de faire les liens de causalités nécessaires et détruit les chaînes de responsabilité,
- aux différentes temporalités à gérer. Exemple : un compte d'exploitation pour une entreprise (une année), une mandature (4 ou 5 ans), une innovation technico-scientifique (10 ans), un cycle de changement (une génération),
- au collectif avec, comme lien entre l'individuel et le partagé, la question de la participation au sens large (le « co- » des besoins exprimés pour l'ATD),
- aux autres territoires, ce qui engage la dimension politique de la circonscription considérée avec la question des relations entre les mailles et les niveaux d'interventions.

Le maître-mot est celui de la « co-opération », au sens littéral. Ne serait-ce que par le constat, très basique, que les interdépendances d'aujourd'hui, de plus en plus nombreuses et complexes, font obligation de gérer le monde en commun. Or, le développement considéré par le prisme de l'approche territoriale est co-opératif, au sens littéral. Mais la « co-opération » suppose que toutes les frontières soient dépassées, y compris celle, subtile mais lourde de conséquence, de la diversité culturelle. Elle est donc d'abord une rencontre interculturelle qui interroge le rapport aux relations, aux activités, au temps, à l'espace, à la personne, au groupe et, bien sûr, aux organisations.

Premier constat : le territoire, système d'action complexe limité mais ouvert et univers de la relation, nécessite une approche à la fois holistique et réductionniste.

Deuxième constat : l'approche territoriale amène à considérer les registres de progrès débattus en atelier : les relations de confiance, la démocratie d'action, le temps long, les questions d'articulation, l'accompagnement des projets, la territorialisation des réponses des acteurs et à traiter le « multi » - échelles, dimensions, logiques et donc « acteurs ».

Troisième constat : l'approche territoriale du développement est une démarche de ré-articulation entre des faits et des logiques disjointes, de ré-inclusion d'externalités environnementales, sociales et culturelles à l'échelle de systèmes d'action limités mais ouverts (les territoires de projets et les circonscriptions administratives). Sa perspective est une meilleure autonomisation et efficacité des dispositifs : organisation socio-économique et institutionnelle, politiques publiques, dynamiques socio-culturelles et environnementales. Ce faisant l'approche territoriale du développement révèle des dysfonctionnements et des potentiels, permet une analyse non contrainte des systèmes causaux et favorise les approches micro- et méso-économiques.

Il faut donc « faire avec » et « faire ensemble » et apprendre à le faire.

9h00 • Le « faire ensemble » : une co-opération multiforme

Du dialogue interpersonnel et interculturel au dépassement des limites, des frontières et des identités.

Modérateur : **Gérard RUIZ** (Inspecteur Général, Conseil Général de l'Environnement et du Développement Durable).

Co-constructeurs : Cabinet Interstices, Commission Européenne et Comité des Régions, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes, Communauté de Travail des Pyrénées, Association des Agences de Démocratie Locales dans les Balkans.

LES AVANCEES DANS LE « FAIRE AVEC » ET LE « FAIRE ENSEMBLE »

- **Laure VEIRIER** (TER_RES, Cabinet Interstices) : les registres de progrès vus par 6 ateliers, un pas vers la mise en œuvre ?
- **Pierre TORRENTE** (Université de Toulouse-Le Mirail), la mise en perspective par les enseignants-chercheurs Jours 1 & 2 : que retenir pour les Pyrénées et quoi faire pour la suite ?
- **Jorge HERNANDEZ** (Président du CERAI Aragon) : le regard du versant Sud des Pyrénées
- **Marc CARBALLIDO** (CTP et Vice-Président du Conseil Régional Midi-Pyrénées- à confirmer) et **Xavier BERNARD SANS** (Directeur de la CTP) : la coopération transfrontalière
- **Antonella VALMORBIDA** (Directrice d'ALDA) : les différences culturelles, atout et non obstacle pour la coopération internationale
- **Anne-Claire GAUDRU** et **Joan ESPEJEL** (Cités Unies Frances et Plateforme Coopération et Tourisme) : les leçons des ateliers pour la coopération internationale
- **Antoine JOLY** (Délégué à l'Action Extérieure des Collectivités Territoriales, Ministère des Affaires Etrangères et Européennes) : la coopération décentralisée moteur de l'approche territoriale du développement

Débat : LES CONDITIONS D'UNE MEILLEURE COOPERATION PLUS EQUILIBREE, PLUS ENRICHISANTE, PLUS DYNAMISANTE

Les « co-opérations » sont autant le produit que la matière première du territoire. Car la vie sociale est un mélange d'oppositions et de rapprochements, de divergences et de convergences, de dynamiques subies, induites ou voulues, de chocs et d'atonie, de positifs et de négatifs, le tout selon des rythmes et des vitesses propres. Au sens littéral, il s'agit bien pour chacun « d'agir avec » l'autre, de « co-opérer ». Dès lors, il est central de considérer ces situations complexes d'interactions pour imaginer les actions à mener pour maîtriser et orienter des processus vers des finalités souhaitables pour le local comme pour le global. C'est donc en terme de processus intentionnel que peut, et devrait, se penser les coopérations et la coopération. Comment *outrepasser* les différences pour en maximiser les effets de renforcement ? Comment mieux faire pour que la « co-opération » permette d'établir des espaces et des temps de paix, de fraternité, de solidarité, d'identité culturelle territoriale et de développement économique à bénéfices partagés ?

11H00 • Pause

11h15 • Connaître, reconnaître et faire reconnaître un « Territoire Responsable »

LES FORMES DE RECONNAISSANCE PUBLIQUE - LABEL, ACCREDITATION, TROPHEE, PRIX, ENGAGEMENT, ADHESION ETC.

Dans la perspective du référentiel International « Qualité et Responsabilité Territoriales » (QRT) et du Prix Territoire Responsable, présentation d'initiatives d'organisations développant une approche « registres de progrès » accompagnée ou non d'un mécanisme de reconnaissance publique :

Pierre POUGNAUD, Global Local Forum (Groupe de Dakar) : le manifeste pour le dialogue des territoires

André J-M LOECHEL, Fondation Territoires de Demain : la valeur ajoutée du label Territoires de Demain pour « aider à penser sur le long terme »

Gaëlle GIFFARD, Plateforme française du commerce équitable (PFCE) : des Territoires Equitables en construction

Débat : LA « QUALITE ET RESPONSABILITE TERRITORIALES », UNE REFERENCE GENERALE ?

L'intérêt d'une convergence et d'une complémentarité entre des registres de progrès, des recommandations, des chartes, des labels et autres engagements dans le cadre d'un référentiel « Territoires Responsables » universel mais en même temps déclinable et respectueux des spécificités de chaque démarche et dynamique territoriale.

12h15 • Le projet outillé TER_RES

L'approche systémique, une démarche inévitable pour prendre en compte la spécificité territoriale et espérer orienter les processus de développement.

• **Jean-Claude MAIRAL** (Président de TER_RES), **Alain LAURENT** (Délégué Général)

TER_RES, très modestement, développe, dans la pratique et dans la théorie, une trousse à outils multi-niveau capable

d'orienter et de valoriser les processus dans le sens des registres de progrès de l'approche territoriale du développement. Les difficultés sont évidentes. En 2011, le projet outillé TER_RES trouve sa cohérence dans la mise au point d'un « Prix » Territoire Responsable.

En amont du Prix : une enquête internationale sur la Valeur Ajoutée de l'Approche Territoriale du Développement (VAAT), un référentiel international « Qualité et Responsabilités Territoriales » (QRT) ;

Le Prix lui-même : un Parcours de co-évaluation et de valorisation, une étape d'évaluation partagée dans le territoire, une UNITER_RES et un système de Garantie Collective (SGC) ;

En aval : un suivi-évaluation et une capitalisation dans le cadre d'accords avec des structures de recherche-formation.

Débat : POUR RECONNAITRE ET FAIRE RECONNAITRE LA QUALITE ET LA RESPONSABILITE TERRITORIALES

Le « prix » Territoire Responsable, pour dynamiser, prolonger et développer les chantiers initiés par l'association TER_RES : quels partenariats possibles ?

12h45 • Les pistes pour la suite

Des partenaires potentiels annoncent un engagement ou des chantiers. Exemples : **Pixigeo**, un réseau social en faveur des territoires (**Thierry BERGIER**) propose de mettre en œuvre une expérimentation grandeur nature du projet, **la totalité des associations seniors de la région de Tadjoura** (Djibouti) souhaitent faire alliance et faire remonter le besoin d'une expérimentation globale de l'approche territoriale du développement dans la région etc.

Conclusions

- **Marc CARBALLIDO**, Vice-Président Montagne du Conseil-Régional Midi-Pyrénées, Président de la Confédération Pyrénéenne du Tourisme, Président-délégué de la Communauté de Travail des Pyrénées
- **Abdoulaye SENE** (Député, Président de la Commission de la Commission du Développement et de l'Aménagement du territoire de l'Assemblée nationale de la République du Sénégal, Président de « Global Local Forum », ancien président de la Région de Fatick).

13h30 • Repas

THÉORIE-PRATIQUE

Le réseau « Pour des Territoires Responsables » : d'un intérêt partagé à une alliance ?

Relier individus et organisations à l'échelle internationale n'est-ce qu'un pourcentage d'agrandissement d'un système d'action territoriale ? L'intelligence territoriale du second trouve-t-elle un écho dans les formes de coopération internationale du premier ? Comment travailler globalement sur le travail local ?

L'objet du réseau « Pour des Territoires Responsables » sera sans doute, dans un premier temps, de prouver que l'approche territoriale du développement, dans une dynamique de progrès vers la responsabilité, peut rassembler toutes les familles d'acteurs par-delà les catégories et les hiérarchies. Ce sera déjà, en soi, un succès considérable.

Au-delà, c'est un vaste ensemble de relations qui se dessine. Relations pour penser (la théorie, la pratique, la modélisation), relations pour agir (concrétiser, influencer), relations pour s'aider (se donner des conseils, s'épauler). Le réseau « Pour des territoires responsables » devrait, pourrait, permettre une mutualisation, donner du poids et de la pertinence aux différentes contributions possibles (un appel d'offre, une consultation publique) et constituer un gage de crédibilité et de légitimité. Ce chantier, important, est largement ouvert et amorcé par UNITER_RES 2011.

Territoire et approche territoriale : vers une définition

Le terme a un contenu différent selon les cultures et les langues. Simplement, un territoire est un système d'action géolocalisé où se développent des relations sociales, culturelles, économiques entre des habitants (natifs, adoptifs, migrants, visiteurs etc.) qui partagent des patrimoines, un vécu, un même espace hérité et en devenir, des organisations aux fonctionnalités multiples (entreprises, collectivités, administrations, réseaux d'entraide, filières etc.), un environnement biogéographique et des liens avec des ensembles plus vastes, -macro, ou plus petits, -micro. Ces relations, dynamiques, forment un capital, à chaque fois différent et évolutif dans le temps, où se situent les gisements de développement. En favorisant l'implication des premiers experts du territoire - les « acteurs », les habitants - on libère des forces créatrices insoupçonnées.

Comprendre un territoire c'est en avoir une vision systémique où espaces, temps, logiques et facteurs se relient. Communiquer sur le territoire c'est s'adresser à la partie sensible et à la partie intelligible de notre intellect. Agir sur, dans et pour les territoires c'est agir sur le matériel et l'immatériel.

Une approche européenne pour aborder la gouvernance locale, la décentralisation et le développement territorial - Discussion Paper 2008 – traduction libre à partir de l'original en anglais

« Le développement territorial (DT) est une approche visant à améliorer la cohésion régionale d'un pays, en valorisant le potentiel spécifique des différents territoires, grâce à des stratégies de développement plus efficaces et plus durables. Cela grâce à : i) l'appropriation des stratégies locales, du fait d'une participation plus large des parties prenantes, publiques et privées; ii) la subsidiarité, conduisant à des stratégies plus adaptées localement; et iii) l'intégration des politiques sectorielles à l'échelle territoriale, et donc l'exploitation des synergies entre elles. »

Un territoire est ici un espace sociopolitique avec une identité partagée (souvent avec une base commune en termes de ressources naturelles et d'économie), coïncidant éventuellement mais pas nécessairement avec des frontières administratives. Le DT cherche à développer les actifs territoriaux endogènes (personnes, activités économiques, ressources naturelles, culture), pour identifier les avantages comparatifs du territoire et une stratégie de développement spécifique.

Pour assurer la participation réelle des parties prenantes, le DT cherche à encourager activement l'inclusion sociale et l'appropriation, en renforçant les capacités en particulier des acteurs locaux les plus marginaux. Les autorités locales ont des rôles clés: instaurer un environnement politique et légal qui permette au DT d'être efficace, fournir les services publics, stimuler le dialogue entre les acteurs locaux, et engager des alliances public/privé et public/société civile. Une caractéristique essentielle du DT est son approche holistique, notamment en intégrant les politiques sectorielles à l'échelle territoriale, en promouvant parallèlement les transformations économique et institutionnelle, et en renforçant les liens au sein du territoire (notamment entre espaces urbains et ruraux) et avec l'extérieur (avec les marchés et les institutions). Le DT vient en complément aux politiques de développement nationales et sectorielles, qui restent un cadre indispensable pour fournir un contexte politique et économique favorable.

Aussi sur : <http://www.territoires-responsables.org/catalogue/>

Progresser autant sur le fond que dans la forme

La rencontre 2011 lance le cycle des UNITER_RES sur un pas de temps de 2 ou 3 années. La première édition, comme les suivantes, devra montrer des avancées à plusieurs niveaux. C'est le cahier des charges « qualité » des UNITER_RES :

- Un contenu théorique en progrès et partagé, qui met en avant toutes les valeurs ajoutées de la démarche,
- Un contenu pratique plus maîtrisable, adaptable et améliorabile en continu,
- Des repères stables pour qualifier le positionnement de TER_RES et son offre technique et grand public,
- Des moyens, techniques et outils de communication et de visibilité,
- Les éléments nécessaires pour opérationnaliser, dans les territoires, l'approche territoriale du développement.

La rencontre doit apporter des éléments argumentés pour répondre à cette question : quel avantage ai-je à m'engager dans la durée et avec un sentiment de risque dans la voie d'un projet territorial de développement, projet dit « responsable » ?

Que mettre en valeur ? et pourquoi ?

Pour TER_RES, mettre en valeur signifie clarifier, sélectionner, apprécier et évaluer à partir d'informations :

- fiables parce que corroborées, croisées, authentifiées et rapportées le plus justement possible,
- ciblées sur la valeur ajoutée de l'approche territoriale du développement,
- rapportées à l'ensemble des registres de progrès du thème de l'approche territoriale du développement,
- relativisées par une mise en perspective qui permette l'essaiimage et le recyclage ailleurs factuelles ou interprétées, les unes étant distinguées des autres pour la neutralité et l'objectivité.

L'exigence méthodologique est donc essentielle. Des exemples sur : <http://www.territoires-responsables.org/catalogue/>
2009 - Une capitalisation des 5 étapes régionales préparatoires à la quatrième Rencontre du RIPESS - atelier n°7 : ancrage territorial et participation démocratique

2008 - Se relier, brique de base de la responsabilité

2002 - Le développement durable : mythes et réalités. Une analyse transversale

Quel outil utiliser ?

TER_RES et les UNITER_RES adoptent le principe de l'évaluation formative plus que sommative. Fondamentalement, elle cherche à indiquer pourquoi et comment les résultats ont été atteints. Elle contribue à édifier des théories et des modèles pour le changement. L'évaluation, terme général, recouvre des actions d'auto-évaluation, d'évaluation tierce partie, d'évaluation par les pairs et d'évaluation par les concernés, les premiers d'entre eux étant les « bénéficiaires ».

Dans quel sens et comment évaluer ?

La question de l'approche territoriale du développement, dont la gouvernance multi-niveaux, secteurs et acteurs est le moteur, est encore sujette à doutes, perplexité, ignorance. Quelle est sa valeur ajoutée, son avantage, qui justifierait un engagement dans cette voie complexe et de longue durée ?

Il s'agit donc de favoriser l'expression des acteurs, bénéficiaires, habitants... pour favoriser l'expression vraie, l'expression juste (le vécu, c'est à dire l'évaluation par les bénéficiaires) et aussi de valider la méthodologie de TER_RES qui privilégie l'aspect remontant, ancré, de la démarche d'appui et de valorisation.

Le contenu sera obtenu sur la base d'enquêtes, de réunions, d'interviews, de recueil de témoignages etc. et aussi de rapports d'évaluation, de diagnostics : tout élément qui porte témoignage de faits, de résultats, de tendances et de processus. Il est souhaitable que des films vidéo HD courts illustrent les débats, les interviews et des réalisations de terrain.

Quatre registres d'évaluation

1. **L'approche remontante** (verticale) - Quels sont la valeur ajoutée, l'avantage, le progrès, l'efficacité de l'approche remontante, qui part du terrain, des réalités, des acteurs, des questions, des problèmes, du vécu etc. ?
2. **L'approche latérale** (horizontale) - Par rapport à la situation de départ, quelles sont les nouvelles relations installées et quels en sont la valeur ajoutée, les avantages, les progrès, l'efficacité ?
3. **L'animation** - Quel est le rôle effectif des OGP (organisations généralistes de proximité) et pourquoi faut-il les soutenir, les renforcer, les pérenniser etc. ? (= leur valeur ajoutée)
4. **Les dispositifs** - Quelles sont les pratiques (règles du jeu, dispositifs, organisations etc.), les types d'outils (contrats, règles, règlements etc.) et les instruments financiers à mettre en place pour soutenir, pérenniser, renforcer les projets territoriaux à travers les OGP ?

Exemple de l'évaluation « regards croisés » réalisée avec l'association EVA au cours de 5 entretiens individuels ou en groupes restreints (3 personnes) et une visite terrain de deux jours (Adaïlou et Djibouti, février 2011) :

	Approche remontante	Approche latérale	Animation	Dispositifs
<p>Le registre :</p> <p>Les relations de confiance : les conditions amont</p>	<p>Point fort : l'approche remontante donne (vraiment) de la pertinence</p> <ul style="list-style-type: none"> • « S'attaquer aux vrais problèmes », montrer, démontrer, partir des réalités • « Accompagner dans la durée » (exemple des jeunes scolarisés) • Réussir et être fier de réussir (exemples des 6 tournois inter-régionaux d'amitié, mobilisant jusqu'à 150 personnes) <p>Valeur ajoutée : le crédit accordé à la parole et aux actes construit une légitimité</p>	<p>Point fort : l'approche latérale construit un réseau au-delà du cercle des affinités</p> <p>Pour :</p> <ul style="list-style-type: none"> • mobiliser, • associer des ressources (y compris à l'international), déléguer, • avoir de l'information, • échanger et progresser, • aplanir les hiérarchies en valorisant les complémentarités, • élargir la base sociale et donc les possibilités de solidarité <p>Valeur ajoutée : le réseautage permet d'étendre son influence</p>	<p>Point fort : l'animation permet de « guérir » et « prévenir »</p> <p>Des actions dont l'importance est visible parce qu'elles répondent à un besoin.</p> <p>Des actions dont l'importance découle d'une analyse et d'une réflexion sur des problèmes plus complexes qu'il n'y paraît (la désertification et les facteurs anthropiques découlant de la sédentarisation et la démographie).</p> <p>Valeur ajoutée : l'animation permet de faire évoluer en profondeur les pratiques</p>	<p>Point fort : l'organisation est formelle et informelle</p> <p>Le mode associatif est un réseau social favorisés par :</p> <ul style="list-style-type: none"> • un contexte peu aidant (il faut se prendre en main car personne ne le fera), • un sentiment identitaire, • une pratique ancienne de la médiation et de la gestion collective des affaires qui touchent plusieurs personnes et/ou centres d'intérêt, • une habitude d'entraide et de contributions volontaires quasi-automatique lorsque cela est possible (périodes financières fastes) <p>Valeur ajoutée : une organisation mixte permet d'être efficace, souple, réactif</p>
	<p>Les coopérations décentralisées peuvent-elles être avoir un rôle spécifique ? peuvent-elles être un appui pour les approches territoriale multi-acteurs ? si oui, de quelle manière ? Ces questions sont sans objet dans le cas de l'association EVA</p>			

